



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe Territoriale

Arrêté du 13 OCT. 2022

portant prescriptions complémentaires à la société « SCI NORMANDIE LOGISTIQUE 2 » exploitant un entrepôt de stockage couvert situé Parc Logistique du Pont de Normandie port 4893 sur la commune de ROGERVILLE (76700), relatives aux moyens de lutte contre l'incendie.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du Code de l'environnement et notamment ses articles L. 512-7-5 et R. 512-46-22 ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant monsieur Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°22-056 du 9 septembre 2022 portant délégation de signature à madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté d'autorisation cadre du 28 octobre 2001 modifié autorisant et réglementant les activités exercées par la société SCI NORMANDIE LOGISTIQUE ;
- Vu l'avis formulé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime en date du 19 septembre 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 septembre 2022 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 29 septembre 2022 ;
- Vu les observations formulées par l'exploitant par courriel du 06 octobre 2022 ;

CONSIDÉRANT :

que la société SCI NORMANDIE LOGISTIQUE exploite régulièrement un entrepôt couvert situé Parc Logistique du Pont de Normandie port 4893 sur la commune de ROGERVILLE (76700) et relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

qu'il convient d'aménager les prescriptions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie portant sur l'accessibilité des appareils incendie comme indiqué au point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

que les aménagements permettent l'utilisation de plusieurs poteaux incendie situés à moins de 300 m de l'accès extérieur de chaque cellule après ouverture d'un grillage séparant le site du terrain adjacent ;

que les mesures proposées ont reçu l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime ;

que dès lors, il convient de faire application des dispositions de l'article R. 512-46-22 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société SCI NORMANDIE LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 6 rue de la Trémoille à PARIS (75008), est autorisée à exploiter un entrepôt de stockage couvert sur son site localisé Parc Logistique du Pont de Normandie port 4893 sur la commune de ROGERVILLE, sous réserve de respecter la prescription ci-après.

Article 2 – Aménagement

La disposition de l'article 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts sous la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

« L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) »

est modifiée comme suit :

« L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 130 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 200 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). »

Article 3 – Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.514-3-1 du même code, il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Rouen :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site « www.telerecours.fr ».

Article 4 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de ROGERVILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de ROGERVILLE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société SCI NORMANDIE LOGISTIQUE.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 5 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du Havre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de ROGERVILLE et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société SCI NORMANDIE LOGISTIQUE.

Fait à ROUEN, le 13 OCT. 2022

Pour le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale



Béatrice STEFFAN